

## **Le nationalisme de l'exclusion**

*L'action concertée 2015 de Justice et Paix Europe sur la montée du racisme et de la xénophobie en Europe*

Partout sur le continent européen, les élections régionales, nationales et européennes ont été marquées par une nouvelle montée de partis qui défendent la suprématie des intérêts nationaux étriqués sur les valeurs humaines universelles ou sur les obligations et engagements internationaux. Ce phénomène qui touche toute l'Europe suscite moult inquiétudes. Nous ne pouvons y voir que la conséquence normale des dysfonctionnements dont, de temps en temps, les institutions politiques nationales et européennes se rendent coupables. Voilà pourquoi la Conférence des 31 Commissions Justice et Paix d'Europe demande aux dirigeants politiques de tous les niveaux, ainsi qu'aux acteurs de la société civile au sens large, de faire bloc dans leur ferme réaction face à la montée du racisme et de la xénophobie en Europe. Il s'agit ainsi de garantir le respect des droits de chaque individu et de trouver l'unité dans la diversité pour une société riche et véritablement humaine. En tant que chrétiens, nous nous efforçons *"de participer activement à la gestion des affaires publiques et de promouvoir le bien commun de toute la famille humaine, ainsi que de (nos) propres pays"*<sup>1</sup>.

1) Selon la région d'Europe où l'on habite, le nationalisme prend un sens différent. Par exemple, certains partis politiques qui poursuivent un programme nationaliste, revendiquent davantage d'autonomie ou un statut particulier pour leur nation ou pour un groupe ethnique dans un Etat européen accepté. Cet objectif politique, légitime, ne peut pas être condamné tant qu'il est poursuivi de manière démocratique et non-violente et qu'il s'exprime dans le respect des « autres » au sein de la société. Par ailleurs, il ne peut justifier la moindre forme de propos haineux.

2) Si l'enseignement social de l'Eglise met en avant l'égalité entre tous les êtres humains, il ajoute que les nations, les cultures et les minorités présentes dans les états nations ont des droits et doivent être respectées. Ainsi, nulle atteinte ne peut être portée à l'attachement profond que l'on peut ressentir par rapport à son lieu de naissance, à sa langue maternelle ou à sa culture nationale. Comme nous le savons tous, cette dernière n'est pas immuable, mais soumise à une perpétuelle évolution dont nous sommes tous acteurs. Par ailleurs, il arrive souvent que nous ayons de bonnes raisons d'être fiers de notre famille ou de notre communauté locale. Nous pouvons également présenter des arguments solides pour justifier notre attachement à notre pays ou faire preuve d'une plus grande fierté face aux réalisations de l'Union européenne ou du groupe de nations rassemblées au sein du Conseil de l'Europe.

---

<sup>1</sup> Sa Sainteté le Souverain Pontife Jean XXIII, Lettre Encyclique *Pacem in Terris*, 146

3) Ce qui nous inquiète, c'est la tendance accrue à rechercher le pouvoir et la popularité grâce à des programmes politiques simplistes et à des slogans assésés dans l'idée que la prospérité et la sécurité ne peuvent être réalisées que par le biais de mesures nationales unilatérales, et si nécessaire, au détriment des autres peuples. Ces slogans font régulièrement la une des médias traditionnels qui leur donnent une caisse de résonance, et finissent par donner une orientation nationaliste à l'agenda politique général d'un pays. D'expression souvent raciste et xénophobe, ils rappellent inévitablement les politiques belligérantes et ultranationalistes menées avant les deux guerres mondiales. En suggérant que la nation, la nationalité et leurs mythes fondateurs sont la bonne réponse aux défis actuels, ces partis et leurs défenseurs renvoient à un paradigme d'exclusion qui ne manquera pas d'aggraver la situation plutôt que d'apporter la moindre solution.

4) Le « nationalisme de l'exclusion » – dénomination que nous proposons d'utiliser – est contraire à la valeur de la dignité humaine. Il représente un déni de justice en cela qu'il définit les droits fondamentaux en fonction de l'origine nationale, raciale ou religieuse, et - *in fine* – il menace la cohésion sociale au niveau local et la paix entre les pays européens. Le respect de la dignité humaine découle directement de notre croyance dans un Christ ressuscité et dans la Création, par Dieu, de l'homme et de la femme à son image. 'Justice et Paix' est notre nom. Dès lors, nous nous engageons à nous opposer au nationalisme de l'exclusion avec force et détermination.

5) La recherche d'une solution simple et unique aux réalités complexes de la vie est innée à l'espèce humaine. En jouant sur les craintes les plus profondes, les responsables politiques nationalistes et populistes tentent de gagner le pouvoir grâce aux solutions simples qu'ils offrent, sans expliquer qu'une solution fondée sur l'injustice et la marginalisation d'une partie de la société ne créera jamais les conditions d'une communauté pacifique et progressiste. Il n'existe aucune réponse rapide et facile aux défis structurels profonds posés par des sociétés plurielles et par une économie mondialisée.

6) La question de la migration est l'exemple parfait de la tendance à ignorer les réalités. La migration est le fondement de l'existence de l'humanité. Aux raisons historiques de la migration, comme les pressions démographiques ou les conflits politiques et religieux, s'ajoutent aujourd'hui les changements climatiques. Ces pressions se maintiendront à l'avenir et, dans certains cas, elles monteront en puissance. Qui plus est, les sociétés européennes connaissent un vieillissement rapide qui crée une pénurie croissante de main d'oeuvre. Ignorer ces réalités et tenter de fermer hermétiquement les frontières à l'afflux de migrants est aussi bien irréaliste qu'inhumain. D'autres solutions devraient être envisagées au niveau international et européen : partager la responsabilité de l'accueil des réfugiés en difficulté au niveau européen ; contribuer à la définition d'un cadre de droit international pour la résolution pacifique des conflits et pour la reconstruction des états en crise ; relever l'aide au développement afin de donner aux personnes le choix de rester ou de retourner dans leur pays

d'origine; intégrer les étrangers dans nos communautés. Bien que ces solutions soient plus compliquées, elles constituent la seule et unique alternative humaine et réaliste. Ajoutons que, sans la migration, les européens seront incapables de maintenir un niveau élevé de protection sociale dans des matières aussi variées que les soins de santé, la prise en charge des personnes âgées ou d'autres services sociaux.

7) L'Union européenne est un autre exemple. Dans les discours des partis nationalistes, l'Union européenne est rendue responsable de la crise économique actuelle, des inégalités sociales et du chômage. En conséquence, ces partis prétendent souvent qu'une sortie de l'Union européenne s'impose. Toutefois, ils sont beaucoup moins explicites lorsqu'on les invite à expliquer comment ils voient l'avenir de leur pays dans le cadre de la chaîne économique actuelle de production, distribution et consommation. Cette chaîne est devenue intrinsèquement mondiale et le processus est irréversible. S'il ne fait aucun doute que l'Union européenne n'est pas parfaite, elle reste un instrument de maintien de la paix et de résolution de conflits sur notre continent. N'oublions pas non plus qu'ailleurs dans le monde, des populations continuent à exprimer leur admiration pour le niveau de coopération atteint entre les Etats membres de l'UE. Il faut reconnaître les attaques portées à l'Union européenne ou aux autres pays pour ce qu'elles sont : un écran de fumée.

8) Comment contrer le nationalisme de l'exclusion ? La réponse devra tous nous impliquer, car elle est liée à nos valeurs européennes communes au cœur desquelles repose le respect de la dignité humaine. Elles sont notre force et n'appartiennent pas aux populistes. Pour contrer une version de l'histoire qui nie les faits, choisissons la réalité. Après avoir fait le constat des craintes qui dominent dans l'Europe contemporaine et après avoir reconnu nos propres incertitudes, acceptons les leçons que nous enseigne l'histoire : la guerre entre les nations est la pire des choses. La violence raciste et xénophobe, dans les mots ou dans les actes, est inacceptable d'un point de vue moral et légal. Elle doit être condamnée et sanctionnée. De notre amour profond pour les valeurs communes, nous tirons notre courage. Le courage de résister aux accusations et aux paroles mensongères, le courage de nous indigner publiquement face aux déclarations trompeuses et exagérées.

Pour les Chrétiens, la nation ne peut pas représenter la valeur suprême et tout sentiment de suprématie nationale est injustifiable. La vision chrétienne d'une justice et d'une paix universelles ne laisse aucune place au chauvinisme. Elle en appelle à la solidarité et au respect de tous. C'est dans le cadre plus large du bien commun universel que l'on peut défendre au mieux un intérêt national authentique.

En conséquence, nous recommandons à ceux et celles qui détiennent des responsabilités politiques :

- de concevoir des politiques économiques et sociales permettant aux populations de trouver un emploi valorisant et d'assumer leurs responsabilités

envers eux-mêmes et leur famille ; des politiques qui leur offrent un véritable soutien lorsqu'elles sont confrontées aux écueils inévitables de la vie ;

- de concevoir une politique européenne de la migration cohérente, qui prévoit une véritable mutualisation des responsabilités ainsi que des mesures visant à lutter contre toutes les formes de migration forcée ;
- de renouveler leur engagement en faveur de l'intégration européenne par une évaluation positive et une critique constructive de ses réalisations, et en résistant à la tentation d'utiliser l'Union européenne comme bouc émissaire face à des problèmes dont les origines sont nationales.

Nous exhortons les citoyens européens, les organisations de la société civile et les Eglises à :

- discuter de la valeur d'une identité forte pour une société inclusive où règne une solide cohésion sociale ;
- s'insurger contre toutes les expressions de rhétoriques nationalistes dans la vie publique et dans la vie privée et de les contester ;
- renforcer la démocratie, la solidarité et le respect de la dignité humaine par l'éducation et la force de l'exemple ;
- valoriser la dignité humaine, comme élément essentiel de notre patrimoine européen commun.